Document généré le 15 juil. 2025 20:13

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Antidote à la démagogie

Simon Langlois, *Le Québec change. Chroniques sociologiques*, Montréal, Del Busso éditeur, 2017, 306 pages

Chantale Lagacé

Volume 12, numéro 2, printemps 2018

URI : https://id.erudit.org/iderudit/87846ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)
1929-5561 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lagacé, C. (2018). Compte rendu de [Antidote à la démagogie / Simon Langlois, *Le Québec change. Chroniques sociologiques*, Montréal, Del Busso éditeur, 2017, 306 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *12*(2), 5–6.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

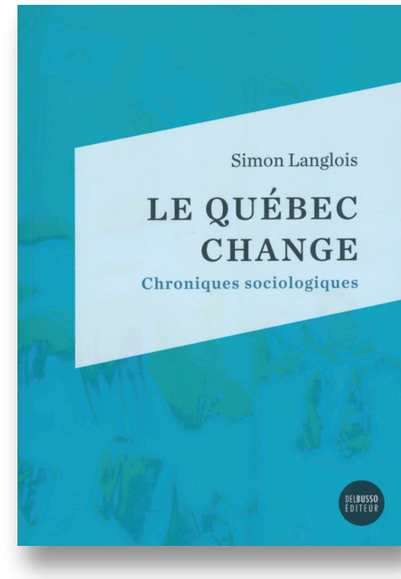
Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ANTIDOTE
À LA DÉMAGOGIE

Chantale Lagacé
Professeure de sociologie au Collège Montmorency



SIMON LANGLOIS
LE QUÉBEC CHANGE. CHRONIQUES SOCIOLOGIQUES
Montréal, Del Busso éditeur, 2017, 306 pages

La lecture d'un texte est toujours marquée par son contexte et par les préoccupations du lecteur. Voici un ouvrage de vulgarisation bienvenu en cet âge de démagogie et de confusion intellectuelle. S'y trouvent regroupées des chroniques publiées de 2011 à 2016 dans le blogue *Contact* animé par l'Université Laval.

Bien que la présentation matérielle n'en rende pas compte, le recueil se divise en trois parties. D'abord, l'auteur propose une description de la stratification sociale du Québec en s'appuyant au premier chef sur la composition de la main-d'œuvre telle que révélée par les recensements canadiens de 1971 à 2011. La deuxième partie se base principalement sur une étude menée auprès d'un échantillon représentatif de 2727 Québécois en mai 2013 (*Enquête sur les représentations sociales des inégalités et de la pauvreté au Québec*) et offre un portrait des représentations sociales des Québécois concernant la stratification sociale, le sentiment de justice et le bonheur. La troisième partie est une collection de commentaires sur des thèmes d'actualité au moment de leur publication, qui demeurent d'intérêt dans la mesure où l'auteur y réfléchit plus globalement sur chacun des enjeux. On y trouve, à titre d'exemples, des articles sur l'instrumentalisation (marchande, corporatiste et militante) de l'université, sur le mouvement étudiant, sur la langue, sur la fiscalité et les services publics, sur la politique au Québec.

Pour Langlois, la sociologie doit d'abord servir la distanciation, en ce qu'elle contribue à produire des « savoirs soumis à examen ». Dans sa perspective, c'est de cette manière que le sociologue contribue au débat public, plutôt que sur la base d'une conception arrêtée du bien ou d'autres partis pris. Cette posture, bien qu'elle soit difficile à tenir et qu'elle souffre parfois de son asepsie, est, dans le cas qui nous occupe, très éclairante par rapport à des enjeux de fond abordés périodiquement dans l'actualité avec leur florilège de lieux communs et d'inexactitudes, voire de faussetés.

J'en veux pour exemple la question de l'inégalité sociale et de son accroissement. Quoique ces phénomènes soient indéniables, encore faut-il les décrire adéquatement pour en saisir le sens et la portée. L'auteur montre qu'en ce qui concerne le Québec, et bien qu'il y ait des réformes importantes en cours qui limitent l'effet redistributif des politiques sociales et fiscales, l'intervention de l'État a permis, et permet encore, de limiter l'accentuation des inégalités. Globalement, les pauvres ne sont pas plus pauvres ni plus nombreux, les ressources disponibles et la taille de la classe moyenne ne diminuent pas si on tient compte des revenus disponibles (ensemble des revenus après impôt et transferts) et de la taille des ménages, mais les revenus des plus riches sont beaucoup plus élevés et à la hausse. Ce sont les revenus de marché

Pour Langlois, la sociologie doit d'abord servir la distanciation, en ce qu'elle contribue à produire des « savoirs soumis à examen ». Dans sa perspective, c'est de cette manière que le sociologue contribue au débat public, plutôt que sur la base d'une conception arrêtée du bien ou d'autres partis pris.

(rémunérations et placements) qui sont en cause : pendant que les revenus de marché de la classe moyenne stagnent et que la précarité est à la hausse, la richesse augmente de beaucoup au sommet (accroissement de surcroit probablement sous-estimé par les données accessibles pour le mesurer), alors que pendant quelques années de notre histoire, qui semblent maintenant bel et bien derrière nous, la croissance a fait l'objet d'une plus forte redistribution (y compris par les salaires, les avantages sociaux liés à l'emploi et les fonds de retraite).

D'où, entre autres sources, le sentiment de déclin de la classe moyenne. Au fil de ses textes, Langlois fait la démonstration que cette idée n'est pas appuyée par les données objectives globales, mais qu'elle s'explique sociologiquement par le contexte social et économique des dernières années. L'amélioration des revenus supérieurs est en partie en cause : un groupe qui stagne s'estime en déclin lorsqu'il se compare à un autre qui progresse. Par ailleurs, l'auteur propose de parler « des » classes moyennes, plutôt que de « la » classe moyenne parce que les caractéristiques sociales de ses membres se sont diversifiées, en termes d'occupation au premier chef. Ce changement structurel entraîne une moins forte unité au sein de la classe moyenne dont certaines fractions tirent moins bien leur épingle du jeu, la détérioration de la situation de ces fractions laissant prise à l'idée d'un déclin global de l'ensemble du groupe. Paradoxalement, de plus en plus de gens estiment faire eux-mêmes partie de la classe moyenne (plus qu'il y en a en réalité sur le plan des revenus). Et, bien entendu, les conditions objectives d'existence sont aussi en cause : bien des ménages sont effectivement aux prises avec le chômage, la précarité des statuts d'emploi et la faible croissance des salaires et des retraites, voire leur diminution, sans compter les discours concernant l'état des finances publiques. À cela s'ajoutent les menaces qui se dessinent pour l'avenir : transformation des interventions de l'État (notamment les tendances à la tarification des services), mobilité moindre, poursuite de la désindustrialisation.

Tout cela amène l'auteur, dans ses chroniques concernant l'actualité, à critiquer les discours anti-fiscalité (incarné par l'infâme – c'est moi qui parle – « jour de libération fiscale ») et à s'interroger sur l'intérêt des politiciens à se présenter comme défenseurs de la classe moyenne, notamment par des propositions de baisses d'impôt. Ce discours politique, considérant ce qui vient d'être exposé, touche forcément une corde sensible. Même si on sait que l'impôt, par son rôle redistributif, a protégé la classe moyenne, il reste qu'en période de restriction, voire de suppression, des hausses de rémunération, on tolère moins facilement l'idée de l'augmentation de l'impôt et de la tarification… d'autant moins aisément que l'on est endetté. Mais cela n'est qu'une partie de l'histoire. L'extension des aspirations matérielles a sa part à jouer. En mode survie, les pauvres restreignent leurs aspirations. Les riches, quant à eux, n'ont pas de questions à se poser à cet égard, ayant les moyens d'entretenir des niveaux de consommation très élevés. Mais une fraction de

VOIR LE QUÉBEC CHANGE
à la page 6

Le Québec change

suite de la page 5

la classe moyenne entretient des aspirations plus élevées que les ressources dont elle dispose pour les satisfaire. Une partie de l'explication réside bien entendu dans le fait que nous vivons dans une société de consommation, avec ce que cela implique en termes culturels (au sens sociologique). Mais ce n'est pas tout. Il se trouve qu'il y a également un décalage entre le sentiment d'appartenance à la classe moyenne (très répandu, trois quarts de la population estimant en faire partie) et la taille de la classe moyenne telle que la mesure statistiquement Langlois. Ce surclassement n'est pas étranger lui non plus au sentiment de crise.

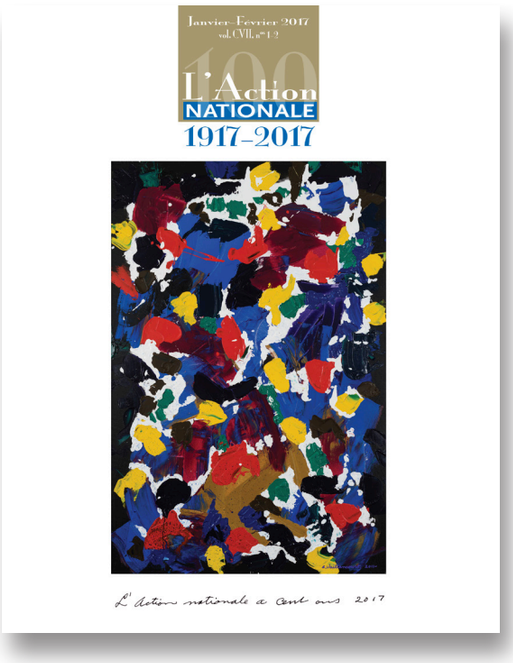
Dans un autre ordre d'idées, l'ouvrage aborde la situation des femmes en emploi, notamment par une description de la transformation de la structure occupationnelle. L'auteur propose des pistes de réflexion concernant la division sexuelle du travail, cette dernière étant loin d'avoir disparu, malgré les changements bien réels survenus en cette matière. En effet, l'égalité des conditions (la possibilité d'accès aux positions) est un fait bien davantage que l'égalité des résultats (de nombreuses inégalités subsistant dans les occupations, la rémunération et le pouvoir). Il n'en demeure pas moins que, pour Langlois, le fait majeur de la transformation de la stratification sociale du Québec des dernières décennies réside dans les progrès que les femmes y ont accomplis, notamment en accédant aux positions supérieures de la hiérarchie socioprofessionnelle, et ce, même si lesdits progrès provoquent une impatience grandissante face aux transformations qui restent à faire.

Reste donc à expliquer pourquoi l'inégalité sexuée se perpétue, notamment dans les positions les plus élevées de la hiérarchie sociale. À cet égard, l'auteur affirme que l'idée du « plafond de verre » est insatisfaisante, car il faut, justement, expliquer l'existence de ce plafond (qu'il voit comme une reformulation du problème plutôt que comme son explication). Sans exclure la discrimination toute nette, l'auteur propose trois pistes principales de réponses, connues de ceux qui s'intéressent à ces questions. D'abord, il faut faire l'analyse des réseaux sociaux des dirigeants actuels, des hommes pour la plupart, qui choisissent leurs collègues à travers leurs réseaux socioprofessionnels. Or, ceux-ci comportent peu de femmes et leur organisation et leurs règles les défavorisent. Ensuite, il faut considérer les cultures d'entreprises et l'organisation du travail qui entravent la conciliation du travail et de la vie familiale, ce qui est encore plus vrai pour les postes de pouvoir qui exigent de longues heures, des déplacements, la flexibilité d'horaire pour faire face aux imprévus, les luttes de pouvoir. Enfin, et c'est en lien avec la deuxième piste, bien que les choses aient beaucoup changé en ce domaine également, la dynamique des couples et les rôles sexués qui la sous-tendent favorisent encore un plus grand investissement professionnel des hommes et, corolairement, un moins grand investissement des femmes, parce que la double tâche demeure une réalité d'abord féminine.

On pourrait critiquer certains choix analytiques, notamment le recours à l'approche de Boudon, bête noire des sociologues de mon espèce, ou la référence au best-seller de Sherryl Sandberg pour discuter de l'accès des femmes aux postes de pouvoir. On pourrait également débattre, longuement, de la classification des statuts sociaux et des interprétations qui sont données à leur transformation. Un exemple de ceci se trouve dans le traitement fait du passage des emplois de bureau à des emplois techniques et vus, par conséquent, comme intrinsèquement plus qualifiés. Considéré globalement, un tel traitement a pour effet une sous-estimation de la complexité d'emplois dits « traditionnels » et une surestimation de la complexité du recours à la technique. Ces débats ne manquent pas en sociologie, ce qui, parmi bien d'autres choses, en fonde l'attrait.

Mais les lecteurs, sociologues ou non, devraient être capables de voir le monde à travers des yeux qui ne sont pas les leurs et il serait très dommage de se priver de cette lecture, ou d'en ignorer les constats, sous prétexte que la couleur des verres que porte l'auteur n'est pas toujours à notre goût. L'ouvrage demeure une description éclairante de la stratification sociale contemporaine ainsi que des représentations que s'en font les acteurs sociaux. La forme et le langage en rendent le propos accessible sans trivialité. Il permet également de prendre à revers plusieurs lieux communs – qui passent malheureusement pour des vérités, y compris dans les discours médiatiques informatifs – et d'y répondre rationnellement. Oui, l'argent fait le bonheur ; non, la classe moyenne n'est pas globalement en déclin bien qu'elle se transforme et soit soumise à de nombreuses pressions ; non, la division sexuelle du travail et les inégalités salariales ne sont pas chose du passé ; non, l'impôt ne signifie pas que nous ne travaillons pas « pour nous-mêmes » ; oui, les Québécois aspirent encore fortement à la redistribution de la richesse et non seulement à sa « création » ; ce qui n'empêche pas que, oui, le Québec est une société méritocratique…

Par conséquent, sur le plan du bien commun, parce qu'il s'appuie sur la rationalité argumentative, plutôt que sur des anecdotes, des opinions et du vécu, Simon Langlois livre ici une très utile contribution à la salubrité du débat public. On ne peut que lui en être reconnaissant. ❖



Le numéro du centenaire de L'Action nationale

232 pages, couleur, format 8 po X 10 po
Vol. CVII, nos 1-2, Janvier-Février 2017

Quinze spécialistes, politologues, économistes, sociologues, historiens, professeurs de droit se sont penchés sur divers aspects de l'histoire de *L'Action nationale*. Résultat : le fascinant parcours de la revue, avec ses analyses et ses remises en question, revèle la trame des débats qui ont alimenté la vie intellectuelle au Québec au cours du siècle.

25 $ taxes et expédition comprises

En vente à la boutique internet : action-nationale.qc.ca